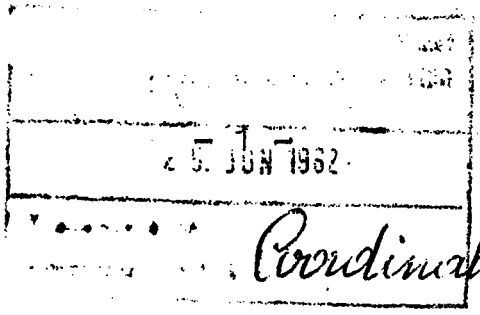
ADV.



L. 793/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 14 mai 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la procédure d'octroi des autorisations de transport en commun des élèves des établissements d'enseignement", a donné le 22 mai 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e mei 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de wijze van toekenning van de machtigingen voor gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen", heeft de 22e mei 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis du Conseil d'Etat appelle les observations suivantes :

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux autorisations de transport en commun des élèves des établissements d'enseignement".

Le fondement légal du projet est constitué par la loi du 26 avril 1962 qui rend applicable au transport en question le régime des services spéciaux d'autobus prévu par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946. Le premier référant repris dans le préambule, juridiquement superflu, doit dès lors être omis.

Le considérant ne fait que résumer l'objet du projet. Il peut donc être omis.

L'article 6 du projet prévoit le remboursement des frais des membres de la commission. Le projet entraînera donc des dépenses nouvelles. Conformément à l'article 6, 2, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, le projet doit être soumis à l'accord du Ministre des Finances.

.../...

Article 1er.

Cet article serait plus adéquatement rédigé comme suit :

"Article 1er.-

La composition et les modalités de fonctionnement de la commission prévue à l'article 2 de la loi du 26 avril 1962, sont établies conformément aux dispositions du présent arrêté.

Cette commission est dénommée "Commission consultative des transports scolaires".

Article 2.

Il est préférable de désigner les Ministres sur proposition desquels le magistrat président doit être nommé par leurs attributions, de manière à éviter que l'arrêté royal doive être modifié chaque fois que les attributions ministérielles seront autrement réparties. Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

L'article 2 appelle en outre les observations suivantes :

Le chiffre indiquant le nombre de délégués de chaque groupe devrait être écrit en toutes lettres.

.../...

L'énumération "Etat, provinces et communes" doit être omise car elle est superflue et d'ailleurs incomplète. En effet, l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique définit comme suit les écoles officielles : écoles "qui sont organisées par l'Etat, les provinces, les communes, les associations de communes ou par toute personne de droit public".

A la fin de l'article, les mots " de deux délégués de l'Administration des transports" devraient être remplacés par "de deux délégués du Ministre ayant les transports dans ses attributions".

Il serait préférable d'omettre les mots "ayant voix délibérative" et "ayant voix consultative" et de régler le mode de votation par un alinéa distinct.

Compte tenu de ces observations, l'article 2 devrait se lire :

"Article 2.-

La commission consultative des transports scolaires est composée :

- d'un président magistrat, nommé par le Roi sur proposition des Ministres ayant l'intérieur, l'éducation nationale et la culture, et les transports dans leurs attributions;

.../...

- de quatre délégués de l'enseignement officiel, nommés par les Ministres ayant l'éducation nationale et la culture dans leurs attributions;
- de quatre délégués de l'enseignement libre, nommés par les Ministres ayant l'éducation nationale et la culture dans leurs attributions, sur présentation des représentants qualifiés dudit enseignement;
- de deux délégués du Ministre ayant les transports dans ses attributions.

Le président, les délégués de l'enseignement officiel et les délégués de l'enseignement libre ont voix délibérative. Les délégués du Ministre ayant les transports dans ses attributions ont voix consultative".

Article 3.

Il serait préférable de remplacer les mots "avec voix délibérative" par "ayant voix délibérative".

Article 4.

Cet article devrait se lire :

"Article 4.-

La commission consultative des transports scolaires élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation des Ministres ayant l'intérieur, l'éducation nationale et la culture, et les transports dans leurs attributions...(la suite comme au projet) ...".

.../...

L'article 5, in fine, devrait se lire :

" ... en collaboration avec les administrations provinciales et communales, avec les chefs d'école et avec un fonctionnaire ... (la suite comme au projet) ...".

Article 6.

La dernière phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Les dépenses résultant de l'application du présent article sont inscrites au budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture".

Article 7.

Le présent arrêté établit un régime propre pour les transports scolaires. Il est donc superflu de spécifier au liminaire qu'il déroge à l'arrêté du Régent du 15 mars 1947.

En conséquence, le liminaire de cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

Toute demande d'autorisation pour le maintien ou l'établissement d'un service spécial d'autobus destiné au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement doit contenir les renseignements suivants :

... ".

.../...

Les différents points de l'énumération comprise dans cet article devraient être écrits avee une lettre initiale minuscule.

Le 12° devrait se lire :

"12° nom et adresse des compagnies d'assurances couvrant :

a) ...;

b) ....".

L'alinéa 2 devrait se lire :

"La demande datée et signée par le demandeur et visée par les chefs d'école intéressés est ... (la suite comme au projet) ...".

A l'alinéa 3, il y aurait lieu d'écrire : "30 décembre 1946" et "certificat récent de bonne conduite, vie et moeurs".

Article 8.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Les demandes d'autorisation sont adressées au président de la commission consultative des transports scolaires, qui les soumet à l'examen préalable des délégués du Ministre qui a les transports dans ses attributions".

.../...

L'article 9 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Article 9.-

La commission consultative des transports scolaires donne son avis motivé dans les trente jours de la date de réception de la demande en autorisation par son président. Elle transmet cet avis aux Ministres ayant l'éducation nationale et la culture dans leurs attributions. Ceux-ci donnent leur avis dans les seize jours de la date de réception de l'avis de la commission consultative des transports scolaires.

Le Ministre ayant les transports dans ses attributions statue sur les demandes en autorisation, dans les seize jours de la date de la réception de l'avis des Ministres ayant l'éducation nationale et la culture dans leurs attributions. S'il ne peut se rallier à l'avis de ces Ministres, il soumet, dans le même délai, le dossier complet aux Ministres réunis en conseil".

Article 10.

Le § 2 devrait se lire :

"§ 2. Il peut être dérogé aux dispositions du § 1er à l'égard des services exploités pendant l'année scolaire 1961-1962 dont le maintien est compatible avec les principes de la loi du 26 avril 1962 et avec les autres dispositions du présent arrêté".

.../...

Article 11.

Cet article serait plus correctement rédigé comme suit :

"Article 11.-

En cas d'infractions graves aux clauses et conditions de l'acte d'autorisation, le Ministre ayant les transports dans ses attributions ou son délégué transmet le dossier au président de la commission consultative des transports scolaires.

Après avoir entendu l'intéressé, la commission donne son avis motivé dans les trente jours de la date de la réception du dossier par son président. Elle transmet cet avis aux Ministres ayant l'éducation nationale et la culture dans leurs attributions. Ceux-ci donnent leur avis dans les seize jours de la date de la réception de l'avis de la commission consultative des transports scolaires.

Le Ministre ayant les transports dans ses attributions statue sur le retrait dans les seize jours de la date de la réception de l'avis des Ministres ayant l'éducation nationale et la culture dans leurs attributions. S'il ne peut se rallier à l'avis de ces Ministres, il soumet dans le même délai le dossier complet aux Ministres réunis en conseil".

Bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-koninklijk besluit zijn de volgende opmerkingen te maken :

Het opschrift kan beter worden gelezen als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de machtigingen tot gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van onderwijsinrichtingen".

Rechtsgrond voor het ontwerp is de wet van 26 april 1962, die dat vervoer onderwerpt aan de regeling welke voor de bijzondere autobusdiensten bepaald is bij de besluitwet van 30 december 1946. De eerste verwijzing in de aanhef van het ontwerp moet derhalve als juridisch overbodig vervallen.

De considerans geeft slechts een samenvatting van de in het ontwerp behandelde stof en is dus te schrappen.

Artikel 6 van het ontwerp betreft de terugbetaling van de onkosten van commissieleden. Het ontwerp zal dus nieuwe uitgaven medebrengen. Overeenkomstig artikel 6, 2, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole moet het voor akkoord aan de Minister van Financiën worden voorgelegd.

.../...

Artikel 1.

Dit artikel kan beter worden gelezen als volgt:

"Artikel 1.-

De samenstelling en de werkwijze van de in artikel 2 van de wet van 26 april 1962 bedoelde commissie worden bepaald overeenkomstig de voorzieningen van dit besluit.

Deze commissie heet "Commissie van advies voor het leerlingenvervoer".

Artikel 2.

Het verdient aanbeveling, de Ministers op wier voordracht de magistraat-voorzitter moet worden benoemd, aan te wijzen met hun ambtsbevoegdheid, wil men voorkomen dat het koninklijk besluit moet worden gewijzigd telkens als de ministeriële ambtsbevoegdheid anders wordt verdeeld. Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Bij artikel 2 is bovendien het volgende op te merken :

Het aantal afgevaardigden voor iedere groep moet niet in cijfers, maar in volle letters worden aangegeven.

.../...

De overbodige en overigens onvolledige opsomming "Staat, provinciën en gemeenten" moet vervallen. Artikel 2 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, definieert de officiële scholen immers als volgt : scholen "welke opgericht zijn door de Staat, provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten of enig ander publiekrechtelijk persoon".

Aan het slot van het artikel vervange men de woorden "twee afgevaardigden van het Bestuur van het vervoer" door "twee afgevaardigden van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort".

Het ware verkieslijk de woorden "die medebeslissende stem hebben" en "die raadgevende stem hebben" te schrappen en de wijze van stemming in een afzonderlijk lid te regelen.

Met inachtneming van die opmerkingen leze men artikel 2 als volgt :

"Artikel 2.-

De commissie van advies voor het leerlingenvervoer is samengesteld uit :

- een voorzitter-magistraat, door de Koning benoemd op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de binnenlandse zaken, de nationale opvoeding en de cultuur, en het vervoer behoren;
- vier gemachtigden voor het officieel onderwijs, benoemd door de Ministers tot wier bevoegdheid de nationale opvoeding en de cultuur behoren;

.../...

- vier gemachtigden voor het vrij onderwijs, op de voordracht van de bevoegde vertegenwoordigers van dat onderwijs benoemd door de Ministers tot wier bevoegdheid de nationale opvoeding en de cultuur behoren;
- twee gemachtigden van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort.

De voorzitter, de gemachtigden voor het officieel onderwijs en de gemachtigden voor het vrij onderwijs hebben medebeslissende stem. De gemachtigden van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, hebben raadgevende stem".

Artikel 3.

Het verdient aanbeveling, in de Franse tekst de woorden "avec voix délibérative" te vervangen door "ayant voix délibérative".

Artikel 4.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 4.-

De commissie van advies voor het leerlingenvervoer stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Ministers tot wier bevoegdheid de binnenlandse zaken, de nationale opvoeding en de cultuur, en het vervoer behoren (voorts zoals in het ontwerp) ".

.../...

De tweede volzin van artikel 5 dient te worden gelezen als volgt :

"Zij mag onder meer door haar aangewezen leden ter plaatse afvaardigen om in overleg met de provincie- en gemeentebesturen, met de schoolhoofden en met een ambtenaar van het Bestuur van het vervoer, eventueel bijgestaan door gemachtigden van de vervoerders, oplossingen te zoeken".

Artikel 6.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 6.-

Onverminderd de andere vergoedingen die hun kunnen worden toegestaan, worden de voorzitter en de leden van de commissie voor de kosten die hun opdracht meebrengt, vergoed overeenkomstig de voor het Rijkspersoneel geldende bepalingen. Voor de toepassing van die bepalingen worden de voorzitter en de leden onderscheidenlijk in de weddeschaalgroepen H en G gerangschikt.

Aan de toepassing van dit artikel verbonden uitgaven worden aangerekend op de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur".

.../...

Artikel 7.

Dit artikel voert een eigen regeling in voor het leerlingenvervoer. Het is dan ook overbodig, in de inleidende volzin te zeggen dat van het besluit van de Regent van 15 maart 1947 wordt afgeweken.

De inleidende volzin kan dus worden gelezen als volgt :

"Artikel 7.-

Iedere aanvraag om machtiging tot het handhaven of tot het inleggen van een bijzondere autobusdienst voor het gemeenschappelijk vervoer van leerlingen van onderwijsinrichtingen, moet de volgende inlichtingen bevatten :

...".

De verschillende punten van de opsomming in dit artikel zouden moeten aanvangen met een kleine letter.

Onder 12° leze men :

"12° naam en adres van de verzekeringsmaatschappijen waarop een beroep is gedaan tot dekking van :

a) de burgerlijke aansprakelijkheid van de vervoerder;

b) de burgerlijke aansprakelijkheid van de leraren die over de leerlingen toezicht houden op de weg naar en van de school, alsook de lichamelijke risico's van deze leerlingen.

.../...

Bij de door de aanvrager gedagtekende en ondertekende en door de betrokken schoolhoofden geviseerde aanvraag wordt een kaart gevoegd met de juiste opgave van het diensttraject en de plaatsen waar de leerlingen worden opgenomen.

Aanvragers die geen schoolhoofd zijn of vervoerders die in het bezit zijn van een machtiging afgegeven met toepassing van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, voegen daarbij een recent bewijs van goed zedelijk gedrag.

... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 8.

Het eerste lid kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 8.-

De aanvragen om machtiging worden gericht aan de voorzitter van de commissie van advies voor het leerlingenvervoer, die ze vooraf voor onderzoek voorlegt aan de gemachtigden van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort".

.../...

Artikel 9.

Artikel 9 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 9.-

De commissie van advies voor het leerlingenvervoer brengt een met redenen omkleed advies uit binnen dertig dagen nadat haar voorzitter de aanvraag om machtiging heeft ontvangen. Zij zendt dit advies aan de Ministers tot wier bevoegdheid de nationale opvoeding en de cultuur behoren. Deze geven hun advies binnen zestien dagen na de ontvangst van het advies van de commissie van advies voor het leerlingenvervoer.

De Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, beschikt op de aanvragen om machtiging binnen zestien dagen na de ontvangst van het advies van de Ministers tot wier bevoegdheid de nationale opvoeding en de cultuur behoren. Kan hij met het advies van deze Ministers niet instemmen, dan legt hij, binnen dezelfde termijn, het volledig dossier aan de in raad vergaderde Ministers voor".

Artikel 10.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 10.-

§ 1. De machtigingen worden naar de volgende voorrang toegekend :

a) aan exploitanten van bestaande openbare diensten, eventueel aangepast uit een oogpunt van uurregeling en traject;

.../...

b) aan titularissen van een openbare dienst die in de erdoor bediende zone een bijzondere dienst inrichten;

c) aan beroepsvervoerders die een bijzondere autobusdienst inrichten;

d) aan scholen, vriendenkringen, natuurlijke personen of rechtspersonen die leerlingenvervoer inrichten.

§ 2. Van § 1 mag worden afgeweken voor de tijdens het schooljaar 1961-1962 geëxploiteerde diensten waarvan de instandhouding bestaanbaar is met de beginselen van de wet van 26 april 1962 en met de overige bepalingen van dit besluit".

Artikel 11.

Een juistere lezing voor dit artikel ware :

"Artikel 11.-

Bij ernstige overtreding van de bepalingen en voorwaarden van de machtigingsakte, zendt de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort ,of zijn gemachtigde het dossier aan de voorzitter van de commissie van advies voor het leerlingenvervoer.

Na de belanghebbende te hebben gehoord, geeft de commissie haar met redenen omkleed advies binnen dertig dagen nadat haar voorzitter het dossier heeft ontvangen. Zij zendt dit advies aan de Ministers tot wier bevoegdheid de nationale opvoeding en de cultuur behoren. Deze geven hun advies binnen zestien dagen na de ontvangst van het advies van de commissie van advies voor het leerlingenvervoer.

.../...

De Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, beschikt ter zake van de intrekking, binnen zestien dagen na de ontvangst van het advies van de Ministers tot wier bevoegdheid de nationale opvoeding en de cultuur behoren. Kan hij met het advies van deze Ministers niet instemmen, dan legt hij, binnen dezelfde termijn, het volledig dossier aan de in raad vergaderde Ministers voor".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.